

LE FAIT DU JOUR

Vaccination obligatoire, confinement strict : la FERMETÉ tente l'Europe

Pour endiguer la pandémie, le temps n'est plus à la conciliation. De plus en plus de gouvernements durcissent le ton afin de contenir une cinquième vague au démarrage fulgurant.

Par Alice Ferber et Aliénor Bierer

« Vraisemblablement, à la fin de l'hiver, chacun sera vacciné, guéri ou mort » en raison de la propagation du variant Delta « très, très contagieux », a déclaré hier Jens Spahn, ministre allemand de la Santé. Une déclaration choc qui fait suite à l'explosion des contaminations. Depuis début novembre, l'Europe serre la vis, au grand dam d'une minorité virulente de sa population. Le relâchement des gestes barrières, l'arrivée de l'hiver, la pénurie des soignants ainsi que la perte d'efficacité du vaccin six mois après la dernière dose laissent craindre une cinquième vague dévastatrice.

D'après le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal, la France recense 17 000 cas par jour en moyenne, tandis que le taux d'incidence s'élève à 164 pour 100 000 habitants. L'Autriche a été le premier pays à dépasser la barre des 1 000 contaminations pour 100 000 habitants ce mois-ci. Ce 20 novembre, le taux d'incidence s'élevait à 750 aux Pays-Bas, à 685 en Belgique. Dans la plupart des pays d'Europe, la cinquième vague a déjà débuté.

La semaine dernière, ces gouvernements européens ont choisi de raffermir

leurs mesures. À commencer par l'Autriche, 65 % de vaccinés, premier pays d'Europe à rendre la vaccination obligatoire ce vendredi. Le 15 novembre, la Lettonie autorisait les patrons à licencier leurs employés non vaccinés, tout en excluant les élus non immunisés. À l'inverse, la Bulgarie se contente d'un faible taux de vaccination (26 %). Une situation « inacceptable » pour le commissaire européen Thierry Breton qui craint l'apparition d'un « variant bulgare ».

« Les doutes d'un pays déteignent sur ses voisins »

De quoi provoquer des dommages collatéraux. Les emblématiques vélos hollandais ont brûlé ce week-end à Rotterdam, La Haye et Groningue. En Autriche, c'est le parti libéral (FPÖ, extrême droite) qui a conduit samedi 35 000 manifestants devant la chancellerie pour protester contre la vaccination obligatoire à partir du 1^{er} février. Dans plusieurs villes des Pays-Bas, les manifestations contre les restrictions sanitaires et le projet de passe vaccinal du gouvernement ont tourné à l'émeute ce week-end. « Des idiots », tonne le Premier ministre Mark Rutte. Il est loin le temps de l'incitation. Ces

positions intransigeantes essaimeront-elles dans toute l'Europe ?

La santé publique n'est pas une compétence exclusive de l'Union européenne, mais une prérogative partagée avec les Etats membres. Dans cette Europe à plusieurs vitesses, serait-il plus efficace d'harmoniser les mesures ? « Centraliser au niveau européen ne serait pas forcément plus efficace », tranche Gaël Coron, auteur de *L'Europe de la santé. Il faudrait avoir une bonne connaissance des spécificités de chaque région, des administrations locales plus performantes, et davantage de communication*. Le chercheur rappelle que même à l'intérieur d'un pays, la centralisation n'est pas toujours privilégiée, comme en Allemagne où chaque région (Land) dispose de son propre ministère de la Santé.

Gaël Coron souligne aussi l'importance du mimétisme dans la prise de décision : « Les doutes d'un pays déteignent sur ses voisins. Lorsque l'Allemagne a suspendu l'inoculation du vaccin AstraZeneca en mars, la France a été contrainte de l'imiter ». Pour preuve, la Suède, d'abord opposée à des mesures strictes, réfléchit désormais à imposer « la vaccination obligatoire pour les personnes travaillant dans le soin, la santé et avec des personnes âgées », selon Bengt Johansson. Pour ce professeur de communication politique à l'université de Gothenburg, « l'introduction de passeports vaccinaux dans d'autres pays, comme l'Autriche, a modifié la position suédoise ». À l'approche des fêtes de fin d'année, la France redoute elle aussi d'avoir à durcir sa politique vaccinale.

« Centraliser au niveau européen ne serait pas forcément plus efficace »

Gaël Coron, chercheur



Des membres du personnel médical déplace le brancard d'un patient décédé, dans un hôpital de Sofia. La Bulgarie connaît le taux de mortalité dû au Covid-19 le plus élevé d'Europe.

« Le manque de soignants est lui aussi épidémique »

Infirmier depuis 40 ans, Paul de Raeye est le secrétaire général de la European Federation of Nurses (EFN), qui défend les intérêts des infirmiers auprès de l'Union européenne. À l'aube de la cinquième vague, il dénonce un manque de volonté politique pour contrer la pénurie de soignants.

Quelle est l'étendue de la pénurie d'infirmières en Europe ?

Environ 30 % des infirmières de l'UE ont quitté leur poste depuis la première vague de Covid en mars 2020, principalement à cause de leurs mauvaises conditions de travail. Dans certains hôpitaux, elles assurent le travail de trois collègues à la fois. Des unités entières ont été fermées à cause du manque d'infirmières.

L'obligation vaccinale des soignants en France, en Italie et en Belgique risque-t-elle d'accroître cette pénurie ?

C'est possible. Environ 97 % des soignants européens sont vaccinés.

Nous pourrions donc perdre 3 % de notre main-d'œuvre. À mon sens, il serait plus efficace d'analyser le profil des personnes réticentes à la vaccination, pour mener des campagnes plus ciblées.

La cinquième vague pourrait-elle être gérée plus facilement avec des effectifs suffisants ?

Oui, le manque de soignants est lui aussi devenu pandémie ! La cinquième vague s'annonce très dure et risque de faire partir davantage de soignants, ce qui se traduira par davantage de morts, car les patients ne pourront pas être pris en charge.

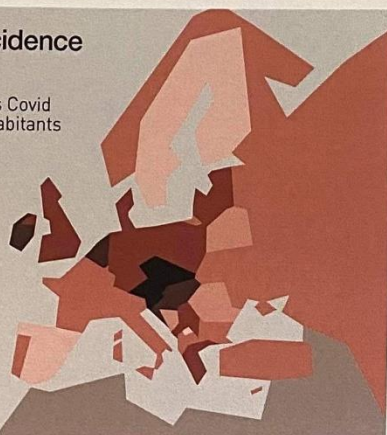
Dès 2010, la Commission prévenait que l'Europe pourrait manquer de 600 000 infirmières d'ici 2020.

Je dénonce depuis 2008 l'absence de volonté d'investir pour les soignants ! Jusqu'ici, la politique européenne n'a consisté qu'à colmater les fuites sans s'occuper du problème de fond : les salaires et les conditions de travail. La Commission européenne se cache

Taux d'incidence par pays

Nombre de cas Covid pour 100 000 habitants

>100
100-300
300-500
500-800
<900



L'Autriche a dépassé les 1700 cas pour 100 000 personnes, le plus haut taux d'incidence du continent.



En Bulgarie, la population immunisée contre le vaccin

Reportage Alors que le thermomètre plafonne à -2°C , une vingtaine de Bulgares patientent sur le parvis de l'académie médicale de Sofia. Trentenaires et retraités tiennent d'une main frigorifiée leurs fiches de renseignements. Faute d'impulsion gouvernementale, la campagne vaccinale patine. Alors que la moyenne européenne tourne à 68 %, la Bulgarie enregistre la couverture vaccinale la plus faible d'Europe. Avec seulement 26 % de la population doublement vaccinée, le pays de 6,9 millions d'habitants a été qualifié de « maillon faible » de l'Europe par le commissaire européen Thierry Breton.

« *Je projette de partir en Autriche, où l'on exige une troisième dose* », explique Pavel, 38 ans, déjà piqué deux fois. L'hôpital vaccine 500 à 600 personnes par jour, « surtout pour le travail ou les voyages », glisse Virsavia Vaseva, coordinatrice du centre de vaccination. « *Les gens n'ont pas confiance dans le vaccin ni dans le système politique, et les médias rendent la situation encore plus confuse* », lâche-t-elle devant les sièges inoccupés de la salle. Malgré la victoire des partis anticorruption aux élections présidentielles ce dimanche, les Bulgares n'ont pas repris confiance en leurs gouvernants. Avec 34 % de votants, la Bulgarie connaît son taux de participation le plus faible depuis la transition démocratique de 1989.

À la télévision publique, la propagande antivaccin bat son plein. « *On y a vu débattre des experts sceptiques vous y croyez, vous ?* », fulmine la professeur de

technologie Ralitsa Taleva, une des rares Bulgares à avoir reçu ses deux doses de Pfizer. Pourtant, les doses ne manquent pas dans le pays. Faute de candidats au vaccin, le pays, un des plus pauvres d'Europe au taux de mortalité parmi les plus élevés du monde, a donné 20 000 doses proches de la péremption à ses pays voisins en juillet.

La gestion plus électoraliste que sanitaire de la pandémie et l'instabilité du régime - trois gouvernements se sont succédé depuis le début de la crise - a également entaché la confiance des Bulgares. « *Le Certificat Vert* (équivalent du passe sanitaire, NDLR) n'a été respecté que très peu de temps », soupire Ralitsa. Un laxisme sanitaire qui fait le lit du mouvement antivax. Renaissance, le parti d'extrême-droite ouvertement antivax, a fait son entrée au Parlement, la semaine dernière en remportant 5 % des sièges.

Dans les rues de Sofia, le spectre d'un « *variant bulgare* » fait sourire. « *On n'a pas l'immunité voulue par l'Europe, mais on a une immunité contre le mensonge d'Etat* », ricane Maria, 40 ans. Comme beaucoup de ses compatriotes, cette bulgare francophone fait preuve d'une défiance acerbe contre les élites. Pourtant issue d'une famille de médecins, elle refuse de se faire injecter une « *substance expérimentale* » qui « *n'empêche même pas d'attraper ni de transmettre le Covid* ». Dans l'académie médicale militaire de la capitale, un fauteuil de vaccination sur deux reste vacant.

Adrien Sarlat

derrière le principe de subsidiarité (indépendance des États dans les domaines ne relevant pas de la compétence exclusive de l'UE, NDLR), au lieu de prendre des décisions globales. **Quelle solution envisager ?** Revaloriser les salaires, souvent inférieurs à ceux de professions de service public équivalentes, comme

les professeurs ou les policiers. Devenir infirmier nécessite quatre ans d'études. L'Europe doit établir une stratégie pour susciter des vocations. La profession comporte des avantages, comme la sécurité de l'emploi. En 40 ans, je n'ai jamais eu peur de perdre mon emploi !

Raphaël Bernard

« Je projette de partir en Autriche, où l'on exige une troisième dose »

Pavel, bulgare de 38 ans

Êtes-vous favorable à l'obligation vaccinale en France ?

VOIX express

propos recueillis par
Raphaël Bernard



Pierre Dupont

30 ans, directeur de restaurant, Paris (XVIII^e)

Je ne suis pas sûr qu'il faille en arriver là. La vaccination doit rester un choix personnel. Aujourd'hui, tout est déjà fait pour pousser les gens à se faire vacciner avec la mise en place du pass sanitaire et des tests payants. J'ai dû me faire vacciner pour pouvoir continuer de travailler. Sinon, je ne l'aurais sans doute pas fait dans l'immédiat.



Adèle Vigouroux

20 ans, étudiante Paris (XI^e)

Oui, plutôt. Je ne suis pas une spécialiste de la question mais cette mesure semble être la dernière solution, si la situation ne s'arrange pas. Même si je pense que ce sera compliqué à mettre en œuvre. Il y aura toujours des tricheurs qui réussiront à passer entre les mailles du filet, et une minorité qui continuera à protester contre l'obligation vaccinale.



Thomas Carton

46 ans, coiffeur Poissy (Yvelines)

Non. Même si je suis favorable à la vaccination, je trouve qu'il est compliqué de l'imposer au regard des libertés individuelles. Il faudrait que les personnes non-vaccinées fassent cette démarche d'elles-mêmes. Je comprends les récalcitrants, mais on se fait déjà vacciner pour plein d'autres maladies et le bénéfice-risque semble être plutôt bon.



Alice Joa

26 ans, communicante Paris (X^e)

Absolument pas. Je pense que ce ne serait pas possible d'un point de vue politique. Je suis contre une obligation qui exposerait les récalcitrants à des amendes ou à des poursuites. En revanche, je suis favorable à un confinement des personnes non-vaccinées, comme cela a été mis en place en Autriche récemment.